

3.3. Collectes complémentaires

L'appel à la mémoire est important dans une telle enquête rétrospective et nous a conduit à réaliser des tests dans un pays disposant d'un registre de population, la Belgique. Le premier test a eu lieu tout de suite après l'enquête «3B», mais n'avait pu porter, pour des questions de coût, que sur 50 personnes. Un second test a pu être réalisé sur un échantillon plus important de 500 personnes en 1989 par Daniel Courgeau, Jean-Marie Firdion, Michel Poulain et Benoît Riandey, et constitue l'enquête «3Bbis» car le questionnaire était une simplification de celui de l'enquête «3B». Lors de cette enquête on interrogeait d'abord simultanément, mais dans des pièces séparées, les deux conjoints du couple enquêté. On les réunissait ensuite pour confronter leurs réponses, en ayant, cette fois-ci, accès à tous les documents utiles (livret de famille, fiches de loyer, etc.). On recueillait, par ailleurs sur les registres de population, les dates des événements familiaux et migratoires ainsi que les localisations successives des enquêtés. On disposait ainsi de quatre sources en vue de tester la fiabilité de l'enquête rétrospective⁽²⁾.

3.4. Évaluation de la collecte

Cette évaluation a été faite par les appréciations des enquêteurs, d'une part, par l'enquête «3Bbis», d'autre part. Selon les observations des enquêteurs, 38 % des personnes interrogées ont éprouvé des difficultés pour retrouver les informations demandées et reconstituer une chronologie cohérente des événements. Cette difficulté est signalée avec la même fréquence pour les hommes et les femmes, mais elle s'accroît avec l'âge : 31 % pour les générations nées entre 1931 et 1935 ; 49 % pour celles nées de 1911 à 1915. L'indication de retours en arrière au cours de l'interview est aussi fréquente (39 % pour les hommes, 35 % pour les femmes) avec également un accroissement avec l'âge. Les enquêteurs présument des omissions d'événements pour 10 % des hommes et 8 % des femmes. La présence du conjoint au cours de l'interview, recommandée, s'est révélée être un soutien important aux enquêteurs : presque la moitié des interviews de femmes et les deux tiers des interviews d'hommes ont été réalisées en présence du conjoint. L'oubli complet d'une date est exceptionnel, mais celui du mois est plus fréquent et fournit une échelle des difficultés rencontrées par la personne interrogée selon le type d'événement, que nous pourrions comparer aux données de l'enquête «3Bbis» : 0,9 % pour un mariage, 0,8 % pour la naissance d'un enfant, 5,7 % pour une fin d'union, 6,6 % pour une migration, 7,3 % pour un changement d'activité et 10,8 % pour une reprise d'études. En revanche l'ancienneté de l'événement et l'âge de la personne sont sans influence sur l'apparition de ces lacunes. Les femmes sont cependant plus précises que les hommes, surtout pour les événements familiaux.

L'enquête «3Bbis» permet de mieux préciser ces résultats. Les dates de mariage sont exactes à plus ou moins un mois près pour 93,0 % des hommes,

⁽²⁾ Pour plus de détails voir Michel Poulain, Benoît Riandey et Jean-Marie Firdion (1991).

elles avaient le téléphone à l'enquête précédente, enfin 4 personnes incapables alors de répondre. Même si tous ces sujets étaient en vie et hors institutions, le taux de réponse serait de 89 %. Si les sujets qui n'ont pas pu être joints ne sont pas dans le champ d'enquête, le taux de réponse est de 93,5 %. La réalité est entre les deux, et plus proche du plus élevé⁽¹¹⁾.

3-4.-(I.C) Évaluation de la collecte

Les enquêtés avaient en moyenne 87 ans, et quelques-uns ont donné des réponses confuses. Mais ces réponses ont souvent été complétées ou corrigées par le conjoint, par un enfant (plusieurs nous ont donné le numéro de téléphone de leurs enfants), voire par une aide-ménagère.

Cependant la qualité des réponses, et notamment les réponses aux questions qualitatives, est dans bien des cas remarquable : beaucoup des personnes qui nous ont répondu savent dire leur expérience du grand âge, la plupart vivent avec courage, beaucoup ont gardé un intérêt pour la vie et une vraie autonomie, même si elles sont dépendantes de ceux qui les aident.

II. - LE SECOND PANEL : LES RETRAITÉS DE 1984

1.1.-(II) Nom précis

« Suivi d'une cohorte de nouveaux retraités parisiens du régime général de l'année 1984 ».

1.4.-(II) Date et durée de la collecte

La collecte a commencé en 1987, la deuxième enquête a eu lieu neuf ans plus tard. On a, à partir de 1987, relevé chaque année les changements d'adresse (et interrogé au téléphone les ménages mobiles) et relevé les décès.

1.6.-(II) Univers d'étude

Il s'agit d'une population passée à la retraite en 1984, à la Caisse de Paris, et la plupart des sujets sont nés entre 1918 et 1924. La Cnav a préparé pour nous, en 1987, un premier fichier de 2071 individus choisis parmi les 90000 nouveaux allocataires de droit direct du ressort de la Caisse de Paris. L'échantillon a été stratifié selon le sexe, le type de pension (normale, portée au minimum, invalidité, inaptitude), le nombre de trimestres de cotisations, enfin le lieu de résidence en 1986 (Ile-de-France, province, hors métropole).

⁽¹¹⁾ Plusieurs des personnes vivantes mais non jointes sont mortes dans les mois qui ont suivi ; nous avons appris par le certificat de décès qu'elles résidaient en institution, puis par l'institution qu'elles y étaient déjà au moment de l'enquête.

Nous voulions constituer une population de 1 200 allocataires de la Caisse de Paris, domiciliés en France, pour être assurés, compte tenu des refus, des décès, et surtout des « faux Parisiens » (en réalité provinciaux depuis longtemps, voir plus bas), d'avoir environ 800 réponses (l'effectif de l'enquête de 1986 auprès des survivants de la 1^{ère} cohorte).

1.7.-(II) Mode de tirage et taille de l'échantillon

Nous avons donc fait réaliser par la Cnav un sous-échantillon selon le sexe, le lieu de naissance, le lieu de résidence, le montant de l'avantage servi en deux postes, le fait d'avoir plus ou moins de 145 trimestres de cotisation. Cet échantillon comprenait 1 179 sujets vivant en France, 820 en agglomération parisienne, 359 en province. Nous connaissions date et lieu de naissance, sexe et statut matrimonial, et quelques variables décrivant carrière et retraite.

Les sujets à retenir, habitant tous, en 1987, en France métropolitaine (c'est le cas de 93 % des nouveaux allocataires), devaient répondre à deux conditions :

- avoir terminé la vie active dans le grand Paris, et n'avoir pas travaillé ailleurs après une carrière en Région parisienne (or nous n'avions pas eu accès au dossier Cnav, qui nous l'aurait appris);
- avoir résidé en agglomération parisienne avant la cessation d'activité.

La plupart de ceux qui donnent *une adresse en agglomération parisienne* y ont terminé leur vie active, sauf une quinzaine de personnes qui y sont arrivées après, et nous l'ont dit. Mais d'autres gardent une adresse à Paris en résidant ailleurs, et bien des enfants de Portugais et d'Algériens nous ont fait savoir que leurs parents étaient, en fait, retournés dans leur pays.

Parmi les retraités ayant *une adresse en province*, seuls appartenaient à notre population ceux qui y sont allés depuis leur retraite, en quittant alors l'agglomération parisienne. Car un certain nombre de gens, pour lesquels la Caisse de Paris est la dernière Caisse du régime général, étaient allés travailler en province comme fonctionnaires ou travailleur indépendant, ou, c'est le cas de beaucoup de femmes, avaient suivi leur conjoint en province et n'ont jamais repris de travail en province dans le secteur privé.

II.A. - L'ENQUÊTE DE 1987

2.1.-(II.A) Description des documents de l'enquête

À partir du fichier informatisé fourni par la Cnav, nous avons constitué des livrets (un par strate) rassemblant sur une page tous les renseignements concernant les individus à enquêter. Nous disposions aussi d'un lot d'étiquettes autocollantes fournies par la Cnav; nous avons consigné sur ces livrets le déroulement de l'enquête.

Nous avons envoyé à chaque enquêté un courrier contenant :

- un questionnaire de 10 pages;

Le taux de départ en province après la fin du travail, tel qu'observé par l'enquête, est nettement inférieur à la part des adresses en province parmi les adresses en France (23 % au lieu de 30 % : les fichiers des Caisses de retraite ne sont pas, en eux-mêmes, un bon outil de mesure des migrations de retraite).

3.3.-(II.A) Collecte complémentaire

Nous avons réalisé, après passage de l'enquête, qu'il nous manquait la description détaillée du logement au moment de l'arrêt du travail pour les Parisiens qui avaient changé de logement en restant dans l'agglomération parisienne, et pour quelques provinciaux qui avaient fait de même avant de partir en province. Aussi avons-nous cherché à réaliser une *enquête complémentaire* au cours de l'hiver 1990-1991 auprès de 113 enquêtés, et 94 ont répondu. Ce questionnaire court (2 pages) portait sur la description du logement à l'arrêt de travail : type, statut d'occupation, taille, inconvénients, comparaison avec le logement suivant. Des questions ouvertes concernaient les raisons et les circonstances du changement de logement.

3.4.-(II.A) Évaluation de la collecte

Le problème le plus délicat était de déterminer le niveau social. Malgré la batterie de questions tournant autour de ce thème, les réponses ne permettaient pas toujours de le connaître, à cause de réponses trop vagues, et/ou de réponses « surévaluées ». Le contact téléphonique a permis dans bien des cas d'approcher de plus près le réel, mais il est probable que les classifications retenues (en 8 postes pour le métier principal de la maturité des individus, en 4 postes pour le ménage) ne décrivent qu'imparfaitement la position sociale pour une petite partie des sujets. On verra plus loin qu'on a dû en corriger quelques-unes « à la baisse », à l'enquête suivante.

LES ENQUÊTES INTERMÉDIAIRES ENTRE LES DEUX PASSAGES

- Les unes portent sur les ménages *cohabitants* ; nous en avons ré-enquêté une vingtaine en 1989, à leur domicile, et les entretiens ont été enregistrés (sauf deux), et retranscrits. Il s'agit surtout de ménages vivant avec un parent âgé, ou un enfant handicapé.

- Les autres sont liées au *suiti résidentiel* de cette population. La Cnav nous fait parvenir, chaque année en mars, les adresses actualisées et la date des décès éventuels. Nous avons alors cherché à joindre, à Paris ou en province, tous ceux qui avaient changé de logement, par *questionnaire postal et par téléphone* (avec la plupart des sujets concernés nous avons eu un entretien au téléphone). Les questions portaient sur la date réelle du mouvement⁽¹²⁾, ses

⁽¹²⁾ Les déménagements sont souvent déclarés bien des mois après, voire un à trois ans après.

« PEUPLEMENT ET DÉPEUPLEMENT DE PARIS »

Adresses tirées	2 993	
Adresses confiées aux enquêteurs	2 939	
Questionnaires hors champ	280	
dont		
– Hors champ géographique	202	9,5 %
– Décès	61	
– Autre hors champ	17	
Questionnaires dans le champ	2 659	90,5 %
Questionnaires remplis	1 994	75,0 %
Échecs	665	25,0 %
dont		
– Adresses inconnues	161	6,1 %
– Refus	377	14,1 %
– Impossibles à réaliser	42	1,6 %
– Impossible	85	3,2 %

3.3. Collectes complémentaires

Deux ans après la collecte, il a semblé intéressant de compléter l'enquête par des entretiens semi-directifs. Une quarantaine de récits de vie ont été réalisés par Dominique Maison (Université Paris X) et Lionel Charles. La population visée était composée de propriétaires appartenant aux catégories sociales composées d'ouvriers ou d'employés. Le guide d'entretien mettait l'accent sur l'histoire résidentielle en liaison avec l'histoire familiale et professionnelle de l'enquêté. Une attention particulière était portée sur les raisons de l'accès à la propriété et les moyens mis en œuvre (aide familiale, prêts, constitution de l'appart personnel) pour devenir propriétaire.

3.4. Évaluation de la collecte

Le point faible de la collecte est le taux élevé de non-réponse. Malgré la collecte supplémentaire, sur 2 993 adresses tirées, 1 987 questionnaires seulement ont pu être exploités, soit 66 %. L'expérience des enquêtes à l'Ined a montré que la Région parisienne constitue un terrain très difficile, où le taux de non-réponse est toujours plus élevé qu'en province.

Par ailleurs, le croisement des histoires familiales et résidentielles avec des questions plus factuelles (sur la migration à Paris, la décohabitation, les logements possédés) a été précieux pour évaluer la cohérence de la biographie. Dans la plupart des cas, cette dernière était assez bonne, dans le reste des cas, il a été possible de rectifier les incohérences. Il faut souligner qu'un chercheur de l'Ined a passé deux mois à la Direction régionale de l'Insee pour relire les questionnaires et éventuellement rattraper les erreurs en faisant téléphoner un agent de l'Insee à l'enquêté pour recueillir plus de renseignements.

scolaire, professionnelle et migratoire) et ils ont respecté les dates des événements et leur succession dans le temps.

Le temps moyen de passation du questionnaire était de 68 minutes (allant de 35 à 130 minutes).

Au moment de la réalisation de la collecte, en cas de désaccord sur la chronologie des événements, on se référait aux documents, lorsque la personne interrogée pouvait les présenter, parmi ceux-ci : des certificats de scolarité (écoles et universités), des cartes d'identité qui contiennent des renseignements sur les dates de naissance des enfants et sur les dates de changements du lieu de travail.

3.2. Taux de non-réponse

On a enregistré 320 cas de refus, représentant 6,3 % du nombre total d'entretiens effectués. 110 refus sur 320 (34,4 %) sont la conséquence de l'impossibilité de joindre la personne à enquêter en dépit de nombreuses tentatives. En général, il s'agissait d'un départ de la personne pour raison de santé au moment de l'enquête, départ souvent lié à une hospitalisation. On a relevé 81 cas (23,3 % des refus) pour raison de déficience mentale due à une grave maladie ou, plus fréquemment, au grand âge. Les autres motifs de refus (33 cas, soit 10,3 %) relevaient de conflits qui se sont produits durant l'entretien : dans ces cas, les raisons des refus n'ont pas été communiquées.

Les 96 cas restants (30 %) entraient dans le cadre des causes notées « autres » ou « restant ».

Compte tenu du taux relativement faible de non-réponses, on a tenté de remplacer les personnes tirées au sort qui ne pouvaient ou ne voulaient pas participer à l'enquête.

3.3. Collectes complémentaires

Il est important de souligner que l'enquête « Histoire de vie familiale, professionnelle et migratoire », telle qu'elle a été conçue et réalisée, ne supposait pas la collecte de renseignements sur les conditions de logement et sur les revenus des personnes interrogées et des ménages. On a présumé que ces informations pouvaient être obtenues à partir de l'enquête sur le budget des ménages, réalisée par l'Office central de statistique (CSO).

3.4. Évaluation de la collecte

Les renseignements recueillis dans « les rapports de l'enquêteur sur la réalisation de l'enquête » et « les rapports de l'enquêteur sur les enquêtes qui n'ont pas été conduites » peuvent fournir une première évaluation du matériel rassemblé. L'attitude des personnes interrogées envers la collecte apparaît à travers les chiffres suivants : 49,5 % la considèrent comme constructive, 30,5 % restent indifférents, 9,1 % la trouvent non constructive et 10,9 % n'ont pas d'opinion. 83 % des personnes enquêtées se sont montrées bienveillantes à

- chacune des activités professionnelles exercées par les différents membres du ménage au cours de la période d'observation et alors qu'ils étaient toujours présents au sein du ménage ;
- chacun des logements occupés par la famille.

En moyenne, l'entretien a duré 52 minutes, si l'on décompte le temps de déplacement vers le domicile de la famille à interroger et les inévitables échanges de politesse.

3.2. Taux de non-réponse

Le taux de non-réponse a été plutôt bas, du moins selon les standards italiens. Les ménages de substitution étaient peu nombreux, un peu plus de 12 %. En réalité, le taux varie selon différentes caractéristiques. Dans les zones urbaines et parmi les ménages constitués d'une seule personne, il dépasse les 20 %.

3.3. Collectes complémentaires

Les questions concernant les futures perspectives en matière de logement sont d'une certaine façon complémentaires à l'enquête triple biographie : aspirations en termes de qualité, d'espace, de localisation du futur logement ; les motivations ; les projets ; la recherche sur le marché ; les canaux d'information.

En fait, cette partie de l'enquête fait partie du questionnaire initial qui voulait mettre en évidence les mécanismes de localisation des logements, et en particulier, les déterminants de la suburbanisation et contre-urbanisation, notamment à travers le rapport entre la demande des ménages et l'offre du marché immobilier et locatif.

3.4. Évaluation de la collecte

Un contrôle de compatibilité et de cohérence a été effectué uniquement en ce qui concerne la datation des événements. Dans deux ou trois questionnaires, par exemple, un membre de la famille a été enregistré dans le ménage à une date antérieure à sa date de naissance. Dans 118 cas (5,9 %), des données douteuses ont été découvertes. Celles-ci ont été corrigées après qu'un nouveau contact ait été établi téléphoniquement. Dans le cas où ce n'était pas possible, on a interrogé une personne de substitution dans la même commune.

Parfois, il a été difficile de faire comprendre à la personne interrogée le critère qui détermine l'événement à l'origine de la « constitution du ménage ».

De façon presque unanime, les enquêteurs ont déclaré être certains de la véracité et de l'exhaustivité des informations contenues dans les volets 1, 4 et 5.

Au niveau de la compilation du volet, ils ont relevé quelques incertitudes concernant les dates (en particulier, celles de sortie) des membres qui ne faisaient plus partie du ménage au moment de l'entretien. Ils soupçonnent aussi l'oubli de l'un ou l'autre de ces membres.

Le volet 3 relatif aux biographies professionnelles est sûrement le moins réussi. Il plaisait moins aux personnes interrogées, il était plus difficile à

de contenu : un « récit de vie abrégé ». De la sorte, on espère accéder à des sphères de plus en plus profondes de la mémoire et remédier à la superficialité de l'information recueillie trop hâtivement, à l'aide d'instruments méthodologiques stéréotypés. Aussi avons-nous complété le questionnaire fermé par un entretien non directif, en nous efforçant de redonner au « récit de vie » du questionnaire fermé une logique non apparente, tout en laissant une marge de manœuvre aux enquêtés malgré le cadre standardisé du questionnaire.

Pour mesurer l'impact du cumul d'activités dans les conditions d'après la révolution roumaine de 1989, la nouvelle législation permettant jusqu'au cumul de deux emplois à temps complet, nous avons introduit une question sur les dimensions des activités cumulées et les revenus qui en découlent.

3. LA COLLECTE

3.1. Déroulement de la collecte

En général, la collecte s'est déroulée en un seul entretien en tête-à-tête. Nous avons recommandé de réaliser les interviews en présence des conjoints, afin de confronter les réponses. Puis les documents étaient examinés et une relecture effectuée immédiatement après la collecte pour redresser certaines lacunes ou contradictions (par simple appel téléphonique quand c'était possible).

La durée de l'interview a largement dépassé une heure. Elle dépend de la complexité de la biographie (nombre de naissances, changements d'activité, migrations, etc.) et également de la rapidité intellectuelle de l'enquêté.

3.2. Taux de non-réponse

Pour le remplacement des sujets qui n'ont pu être trouvés et dans le souci de préserver le découpage en 46 sous-échantillons indépendants, nous avons prévu et fait le tirage d'une réserve de 3 personnes par génération et par unité territoriale. Les enquêteurs avaient reçu comme instruction d'éviter le plus possible les refus afin de ne remplacer que les personnes absentes ou non trouvées.

3.3. Collectes complémentaires

L'enquête « 3B.R » a été complétée par à une enquête ethnobiographique réalisée sur deux populations importantes : « lettrés et retraités » et « étudiants salariés ou non ».

La *population* de notre première étude est constituée de sujets lettrés et retraités (234 sujets), des « hommes quelconques ou moyens », le commun des mortels selon l'expression courante, dont on peut penser qu'ils représentent au mieux les modèles socioculturels de la société. Ils nous ont fourni de longues trajectoires familiales. Dans la deuxième étude, les étudiants sont devenus sujets eux-mêmes (la population de cette recherche a compté 171 étudiants en première année d'études en Droit et en Journalisme de l'Université « Andrei Saguna » de

Constanta). Parmi ceux-ci, cinq préparent leur deuxième diplôme d'enseignement supérieur. Ils sont économistes et ingénieurs. Tous les cours sont organisés l'après-midi, le soir, laissé libre, permet aux étudiants de travailler. J'ai donné aux étudiants le choix de leurs sujets comme « informateur privilégié » ou « personnalités carrefours ».

Notre « praxis » de recherche ethnobiographique a été guidée par l'enquête « 3B.R » qui nous a permis d'énoncer les questions sur la genèse et l'enchaînement des différentes situations vécues par les individus et les familles, et plus largement, sur les processus à travers lesquels se construisent les trajectoires sociales. C'est en effet à partir d'une première analyse des données de l'enquête « 3B.R » que nous avons bâti les canevas (dans les guides aide-mémoire) des deux types d'entretiens, avec de jeunes étudiants (salariés en même temps ou non-salariés) et avec des « lettrés et retraités ». Le guide-canevas a constitué le cadre thématique de l'enquête et a comporté un certain nombre de thèmes précis qui ont orienté et canalisé les récits autobiographiques. Il a fourni une sécurité intellectuelle supplémentaire à l'étudiant-enquêteur débutant, qui maîtrisait encore insuffisamment les techniques de recherche sociologique.

Les récits de vie peuvent servir à illustrer et compléter les résultats d'une recherche utilisant conjointement d'autres méthodes, pour vérifier et approfondir les résultats d'enquêtes de type statistique. Mais notre approche ethnobiographique des récits de pratiques s'est voulue à la fois complémentaire de l'enquête quantitative « 3B.R » et autonome par sa méthode et son objet de connaissance spécifique. Nous avons attribué en priorité deux fonctions à l'utilisation de ces récits : la fonction expressive (l'expressivité « attrayante » dans l'illustration concrète de la société roumaine) et la fonction analytique (la découverte des rapports sociaux concrets). Malheureusement, les sujets des enquêtes qualitatives n'ont pu être recrutés parmi les sujets de l'enquête « 3B.R ».

Nous nous sommes donné deux règles en ce qui concerne le processus de la réalisation des entretiens : combiner une écoute attentive et un questionnement sur la base d'un « guide aide-mémoire ».

3.4. Évaluation de la collecte

Une partie des difficultés rencontrées avec les enquêteurs résulte de leur manque d'expérience. De plus, nous n'avons pas pu éviter la période électorale défavorable à la collecte, tout simplement parce qu'elle s'est prolongée sur toute l'année 1992.

Les enquêtés ont accepté de répondre aux questions posées, mais le questionnaire a été froidement accueilli. Bref, il y avait un refus général de toute transparence sociale, à la suite du slogan « Qu'est ce que tu as fait les cinq dernières années ? » qui s'est vite répandu dans les médias après les événements de décembre 1989⁽⁴⁾. L'année 1992 a été une année électorale à tous

⁽⁴⁾ La révolution roumaine de décembre 1989 se caractérise comme un événement politique de portée très générale.

L'entretien durait en moyenne 1 heure (minimum 20 mn, maximum 3 heures), et devait en principe se dérouler en tête-à-tête avec l'enquêté. Dans la pratique, il était difficile de refuser la présence d'une tierce personne.

3.2. Taux de non-réponse

Groupe d'âges	Tiré(e)s	Enquêté(e)s	Taux de non-réponses
HOMMES			
25-34 ans	543	383	29 %
35-44 ans	538	345	36 %
45-54 ans	583	344	41 %
Total	1 664	1 072	36 %
FEMMES			
25-34 ans	197	169	14 %
35-44 ans	189	156	17 %
45-54 ans	248	155	38 %
Total	634	480	24 %

La déperdition est relativement importante malgré les multiples rendez-vous. Une régression logistique a été effectuée afin d'identifier les biais rencontrés lors de la sélection des individus soumis à l'enquête biographique et éventuellement d'introduire un coefficient correcteur. La régression permet de faire une analyse tenant compte de différents facteurs pouvant influencer sur le risque d'être enquêté. La situation de résidence, le sexe, le lien de parenté, le groupe d'âges, la strate d'enquête, la situation professionnelle, etc., sont autant de caractéristiques influant sur le risque d'être ou non enquêté à l'enquête biographique.

En prenant l'inverse de la probabilité d'être enquêté, on obtient un coefficient de pondération qu'on peut appliquer à chaque individu pour corriger les biais éventuels de tirage, essentiellement pour les analyses descriptives à partir des biographies. Cette technique de correction peut s'appliquer à d'autres tirages de sous-échantillons d'une enquête ménage, que ce soit pour le questionnaire biographique ou pour d'autres questionnaires. Notons que ces corrections de biais de tirage ne sont pas toujours indispensables pour la modélisation.

La déperdition a été moins importante à Bamako où l'enquête biographique a eu lieu le lendemain de l'enquête ménage, grâce à une saisie immédiate (dans la soirée) qui a permis de procéder au tirage des personnes éligibles au questionnaire biographique et de fournir la liste aux enquêteurs le lendemain matin.

3.3. Collectes complémentaires

Dans une phase ultérieure à l'enquête quantitative, des collectes complémentaires de type qualitatif ont été menées par sélection d'individus ayant des caractéristiques spécifiques. Articulés à l'enquête démographique de base, ces travaux de nature sociologique viennent approfondir certains aspects de l'étude de l'insertion urbaine. Ils portent sur les réseaux sociaux, le salariat ouvrier et l'évolution du statut des femmes en milieu urbain.

- *Les réseaux sociaux*

Des réseaux sociaux, familiaux, culturels, religieux se sont constitués et consolidés au cours du temps sur la base de l'esprit de solidarité et de la survie des communautés impliquées. Ces réseaux sont des instruments efficaces d'accueil, d'entraide, de recherche d'emploi, de logement. Les réseaux sont éclatés dans l'espace social, et les acteurs sociaux n'ont pas, le plus souvent, conscience d'appartenir à des réseaux. Ces réseaux tout en s'organisant sur les rapports traditionnels de solidarité, mais aussi de hiérarchie et d'inégalité entre leurs membres, se « modernisent », en quelque sorte, en intégrant d'autres types de solidarités et de liens créés par de nouvelles appartenances : politiques, syndicales, associatives, professionnelles, sportives... Le processus d'insertion se traduit également par un passage de réseaux à fondements villageois à des réseaux plus spécifiquement urbains.

Un sous-échantillon a été constitué, à partir des 1557 biographies : 60 personnes ont fait l'objet d'entretiens-récits de vie à l'échelle de l'agglomération. C'est grâce à l'exploitation du questionnaire quantitatif qu'ils ont été sélectionnés à partir d'indicateurs de recours à des intermédiaires pour l'accès au logement. Il s'en est suivi des travaux de monographie de l'habitat dans différents quartiers de Dakar en particulier à Grand-Yoff, Khar-Yalla, HLM Montagne, Médina Gounass.

- *Les caractéristiques propres à l'insertion des ouvriers dans le monde du travail et hors de l'entreprise*

Depuis quelques années, les politiques d'ajustement structurel ont entraîné une diminution des revenus urbains. Avec la faillite de nombreuses entreprises industrielles à Dakar et des situations de compression de personnel importante, le chômage urbain s'est accru et les salariés de l'industrie cherchent à s'adapter à la crise. Pour les ouvriers salariés de l'industrie, il s'agit d'étudier les réseaux d'embauche, de voir s'il y a des filières particulières ou des créneaux spécifiques par lesquels l'accès au travail salarié s'effectue, et comment les carrières évoluent.

Ce travail s'appuie sur l'analyse qualitative d'un sous-échantillon tiré de l'échantillon des biographies. Les analyses qualitatives découlent de l'étude de 36 biographies ouvrières et aussi de nombreux entretiens que nous avons eus avec les personnes concernées, 21 ouvriers en activité, 6 en chômage, 5 convertis indépendants et 5 retraités. Ils appartiennent aux secteurs industriels du textile, de la brasserie, de l'énergie, du transport, de la mécanique et des hydrocarbures.

- *L'évolution du rôle et du statut des femmes en fonction de leur parcours migratoire*

L'insertion en milieu urbain modifie-t-elle, chez les femmes migrantes la perception et le vécu de leurs principaux statuts ? On peut émettre l'hypothèse que leurs attitudes varient fortement suivant leur degré d'instruction, leur activité, leur statut matrimonial. À partir de ces différentes catégories, le vécu des statuts féminins sera appréhendé dans les rapports au travail, dans

les rapports avec les hommes, dans les relations avec les autres femmes (perception du rôle des femmes, vie associative). Il s'agit d'analyser les causes et les spécificités des migrations féminines, d'étudier les différentes stratégies mises en œuvre par les femmes pour s'insérer en milieu urbain, d'appréhender comment elles se représentent leur rôle dans la société de manière plus générale. La migration féminine se traduit-elle par l'affirmation de l'individu et la conscience d'une amélioration de son statut ?

L'enquête complémentaire qualitative a été conduite au moyen d'entretiens individuels auprès d'un sous-échantillon de l'enquête biographique. Cinquante entretiens ont été réalisés à Dakar auprès de 39 femmes et 12 hommes. Les personnes choisies pour l'entrevue correspondaient au profil souhaité à partir des critères, définis au préalable, concernant le statut matrimonial, l'activité, le profil migratoire. Il s'agit d'entretiens semi-directifs conduits en langue locale avec l'aide d'un interprète. L'ensemble des interviews a été enregistré et par la suite retranscrit en français pour en permettre l'analyse.

3.4. Évaluation de la collecte

Comme nous l'avons mentionné plus haut, un des points faibles de la collecte pour l'enquête de Dakar est le fort taux de déperdition (refus, déguisés ou non, mobilité de certains travailleurs, etc.) au niveau de la collecte biographique. Cette déperdition semble pouvoir être réduite par un enchaînement plus rapide entre l'enquête ménage et l'enquête biographique.

Malgré de nombreux contrôles sur le terrain, des corrections de cohérence de dates ont été faites au bureau après fusion des trois biographies, sans trop de problèmes cependant, grâce aux informations relevées sur la fiche AGEVEN. D'ailleurs, cette fiche semble avoir bien servi : elle constituait un support très utile pour le remplissage des questionnaires. De plus, les enquêtés semblent avoir apprécié cette manière de résumer leur vie, et demandaient souvent qu'on leur en donne une copie comme souvenir, et probablement aussi pour leur éviter de refaire le même travail de reconstitution pour d'autres occasions.

4. TRAITEMENT DE L'INFORMATION

4.1. Traitement du questionnaire, principes et difficultés de codification

L'essentiel de la codification s'est fait directement sur le terrain, à l'exception des professions, dont on notait de façon détaillée la description. À l'issue du terrain, une nomenclature exhaustive des professions recueillies a été établie. Des regroupements ont été opérés en s'inspirant de la Classification internationale type des professions (CITP-88), tout en attachant une attention particulière aux activités informelles.

4.2. Fichiers de base de l'enquête

Pour chaque période, les dates de début et de fin ont été saisies. Cela dit, étant donné qu'on ne prenait pas en compte les périodes de moins de six

individuelle biographique. Une fois complété, le questionnaire ménage était acheminé au bureau de coordination du Cerpod où les agents informatiques effectuaient la saisie des 12 variables nécessaires à la constitution de la base d'échantillonnage. Une fois constitués, ces fichiers étaient soumis aux programmes informatiques qui permettaient la sélection des individus éligibles au questionnaire biographique. Le lendemain matin, l'enquête biographique commençait auprès des individus sélectionnés. La durée de l'entrevue pour le questionnaire biographique était en moyenne de 45-55 minutes. Cette durée variait évidemment considérablement selon l'âge de l'enquêté et selon le nombre d'événements connus (nombre de mariages, d'enfants, de migrations, etc.)

3.2. Taux de non-réponse

Dans l'enquête ménage, 7,6 % des concessions tirées n'ont pu être enquêtées parce qu'elles n'étaient pas habitées ou que les habitants ne faisaient pas partie de la population à enquêter (étrangers); 1,9 % n'ont pu être enquêtées pour raisons d'absence ou de refus. Pour l'enquête biographique, 19,5 % des individus initialement retenus n'ont pu être enquêtés, dont environ le tiers suite à un mauvais enregistrement lors de l'enquête ménage (individus qui étaient en fait absents, mais qui ont été enregistrés comme étant présents ou pour lesquels une erreur de déclaration de date de naissance faisait en sorte que leur âge réel ne les rendait plus éligibles). Le taux de refus a été de moins de 2 % alors que dans moins de 1 % des cas l'entretien n'a pu être réalisé pour des raisons de santé de l'enquêté. Le taux de déperdition peut donc être évalué à environ 10 %. Aucun mode de substitution n'a été utilisé.

3.3. Collectes complémentaires

À la fin de l'année 1993, soit près de dix-huit mois après l'enquête IMMUS de 1992, Chantal Rondeau, membre de l'équipe *Villes et développement du Groupe inter-universitaire de Montréal*, a réalisé l'Enquête qualitative sur l'appropriation foncière à Bamako de 1993 (EQAF-Bamako, 1993). Cette opération de collecte a notamment permis de rendre compte des difficultés à cerner le statut d'occupation du logement à l'échelle des individus, des ménages et des familles (Rondeau *et al.*, 1996). L'EQAF-Bamako a concerné 78 chefs (et leurs épouses lorsque les chefs étaient des hommes mariés) qui avaient déjà été enquêtés lors de l'IMMUS et qui résidaient dans trois quartiers de Bamako : Niaréla, Lafiabougou et Niamakoro.

3.4. Évaluation de la collecte

Le déroulement de l'enquête sur le terrain n'a pas posé de difficultés majeures. La sensibilisation faite auprès des populations a facilité le travail des enquêteurs. Certaines difficultés ont tout de même été rencontrées. Même s'ils étaient peu nombreux, les refus déguisés ou catégoriques de certains enquêtés de se soumettre aux questions ont rendu la tâche quelque peu difficile aux enquêteurs. On note aussi l'arrivée tardive de certaines personnes retenues lors du tirage pour l'enquête biographique. Ceci est particulièrement vrai pour

3. LA COLLECTE

3.1. Déroulement de la collecte

Généralement, il suffisait d'un entretien pour administrer l'ensemble du questionnaire biographique aux enquêtés. En ce qui concerne le questionnaire ménage, il fallait parfois s'y prendre à deux reprises pour le remplir, surtout lorsqu'il s'agissait d'un ménage de taille assez élevée (20 à 25 membres). Les interviews se faisaient directement, les enquêteurs recueillant la biographie de l'individu au cours d'un tête-à-tête.

En moyenne, la durée d'une interview pour faire passer le questionnaire biographique était de 45 minutes. Ce temps d'entretien était surtout fonction du niveau intellectuel des individus et de leur réceptivité aux préoccupations de l'étude.

3.2. Taux de non-réponse

• *Taux de non-réponse*

Au départ, il avait été prévu de recueillir 1 200 questionnaires ménages et 1 800 questionnaires biographiques. Au terme des opérations de collecte sur le terrain, 1 460 biographies ont été comptabilisées, et 1 051 ménages enquêtés. En définitive, les taux de non-réponse, pour l'ensemble de l'enquête à Yaoundé sont respectivement de 12,41 % pour le volet ménage et de 19,2 % pour le volet biographique, c'est-à-dire moins que la proportion attendue.

• *Problème de remplacement des non répondants*

Du fait qu'un taux de non-réponse de 20 % avait été pris en compte dans la détermination de la taille de l'échantillon, le problème de remplacement des non répondants ne s'est pas posé sur le terrain. Cependant, il est clair que les individus d'un ménage, éligibles pour le questionnaire biographique et dont la biographie n'a pu être recueillie, peuvent constituer une sous-population aux caractéristiques particulières. Et si c'est le cas, leur sous-représentativité dans l'échantillon pourrait entraîner un biais non négligeable. D'autant plus que, dans le cadre de cette étude, si tous les individus éligibles sur le terrain avaient pu être touchés, le nombre de biographies collectées aurait été de 1 807. Aussi, dans cette optique, une variable de pondération a-t-elle été créée pour tenir compte de ces non répondants lors de certaines analyses.

3.3. Collectes complémentaires

Aucune collecte complémentaire n'a été effectuée à ce jour.

3.4. Évaluation de la collecte

L'enquête de Yaoundé a grandement bénéficié des leçons tirées de l'enquête de Dakar et de celle de Bamako, et de la présence de chercheurs ayant participé à leur application. La nécessité d'utiliser des documents maniables

(selon la numérotation des logements effectuée au moment du comptage de logements et reportée sur la fiche d'îlot)⁽¹⁸⁾.

3.3. Collectes complémentaires

Comme cela a déjà été évoqué en 1.2, l'enquête décrite ici ne constitue que le premier passage d'une enquête démostatistique. Cette enquête de nature démostatistique ne constitue elle-même qu'un des deux volets d'un système d'observation de la mobilité spatiale incluant approches statistique et anthropologique. Avant d'entrer dans une brève description des autres composantes de ce système (deuxième passage de l'enquête statistique et enquête anthropologique), il faut signaler que ces observations de la mobilité sont complétées par le recueil d'une *information sur le contexte de chaque quartier étudié et les politiques urbaines* : histoire des quartiers, pouvoirs locaux institutionnels et non institutionnels (mouvements communautaires et organisations non gouvernementales principalement) sont au centre de cette observation, qui repose tant sur l'analyse de documents que sur des entretiens directs avec les acteurs institutionnels, les leaders communautaires, et les promoteurs et chefs d'entreprise intervenant dans ces quartiers.

• Deuxième passage de l'enquête démostatistique

Le second passage de l'enquête a été réalisé sur le même échantillon de 1 031 ménages enquêtés lors du premier passage. De plus, dans les quartiers ayant connu des changements importants entre les deux passages, nous avons ajouté un échantillon complémentaire de 99 ménages résidant dans des logements nouveaux : pour la sélection de cet échantillon, nous avons réalisé un tirage systématique équiprobable sur les listes de nouveaux logements, établies en septembre 1994, dans chacun des 212 îlots sélectionnés en 1993.

La composition de l'échantillon et la conception des questionnaires du deuxième passage de l'enquête visent à satisfaire les objectifs suivants :

- estimer l'évolution démographique et l'évolution du parc de logements des 11 quartiers composant l'univers d'étude ;
- mesurer la mobilité géographique de la population, aussi bien les immigrations que les émigrations ;
- évaluer le rôle joué par la composante migratoire dans la dynamique démographique des 11 zones d'enquête ;
- appréhender le degré de fixation des immigrants dans les différents quartiers, et le rôle joué par ces quartiers dans les trajectoires résidentielles de la population de la capitale.

• Entretiens approfondis

L'enquête anthropologique porte uniquement sur des populations spécifiques, résidant dans les quatre communes de la périphérie métropolitaine faisant

⁽¹⁸⁾ Dans le Casanare, le taux de non-réponse a varié entre 2,4 % à Tauramena et 6 % à Yopal, avec un maximum de refus dans les classes aisées de cette ville (16,7 %).

partie de l'univers de l'enquête statistique. Compte tenu de l'impossibilité de couvrir les 11 zones d'enquête, et dans la perspective d'approfondir la compréhension du processus de développement de l'aire métropolitaine, nous avons en effet préféré privilégier les communes de la périphérie métropolitaine : l'importance des mutations qui s'y jouent actuellement justifie ce choix, également motivé par la profonde méconnaissance des dynamiques à l'œuvre dans ces communes périphériques, en raison de la non prise en compte de ces communes par la communauté scientifique travaillant sur Bogota.

Dans chacune des quatre communes, en fonction des caractéristiques sociales de la population y résidant, une sous-population spécifique a été choisie : à Soacha, les travailleurs du secteur informel ; à Madrid, les ouvriers de la floriculture ; à Chia et Tabio, les cadres travaillant hors de leur commune de résidence.

Pour sélectionner les personnes à interviewer parmi l'ensemble des personnes ayant été interrogées lors du premier passage de l'enquête statistique et appartenant à ces populations d'étude, un système de quotas a été défini, sur la base des variables de contrôle suivantes : sexe, âge, type de quartier (Chia), lieu de naissance (Madrid et Soacha), durée de résidence dans la commune (Madrid) et durée dans le logement (Soacha). Pour définir les proportions respectives des catégories définies par chacune de ces variables, nous avons procédé, dès la réception des questionnaires du premier passage de l'enquête statistique, à un dépouillement manuel de ceux-ci (uniquement pour les variables entrant dans le système de quotas de la commune considérée).

Comme l'a montré la présentation du questionnaire (cf. 2.5), plusieurs thèmes de grand intérêt pour l'analyse de la mobilité spatiale ne sont pas abordés par le premier passage de cette enquête statistique. C'est le cas, tout particulièrement, des revenus, des réseaux d'échanges et de soutien, ainsi que des raisons, des causes et du contexte des migrations. Les entretiens approfondis ont justement pour objectif de développer l'observation sur une série de questions, qui ne sauraient être traitées de façon satisfaisante dans les limites d'une entrevue, nécessairement courte et sous forme de questions fermées. Conçu pour réaliser aussi bien des entretiens individuels que collectifs, le guide d'entretien de l'enquête anthropologique est divisé en plusieurs chapitres qui correspondent aux axes directeurs de l'analyse. Il est structuré autour de trois moments clefs de la trajectoire de la famille : avant l'arrivée dans le logement actuel (migrations antérieures, famille d'origine), la situation actuelle (conditions de logement, insertion professionnelle et mobilité quotidienne de la famille), les projets individuels et familiaux.

Les entretiens approfondis se sont déroulés à la suite de l'enquête statistique, sans délai, afin d'éviter les déperditions de l'échantillon. En complément aux 53 entrevues auprès de ménages, ont été également effectués une série d'entretiens auprès de différents acteurs intervenant dans ces communes : leaders communautaires, travailleurs sociaux, cadres des services de planification municipaux, et, à Madrid, de chefs du personnel et assistantes sociales des entreprises de floriculture.

Deux opérations complémentaires sont venues compléter l'approche anthropologique menée par Maria Cristina Hoyos, l'anthropologue de l'équipe Orstom-Cede : d'une part, le recueil d'informations sur les ouvriers de 5 entreprises de floriculture de la commune de Madrid (données issues des fichiers de personnel), d'autre part, une série d'enquêtes qualitatives réalisées par des étudiants de l'Université des Andes dans le cadre d'un séminaire de formation à la recherche.

3.4. Évaluation de la collecte

En ce qui concerne les conditions d'application du questionnaire proprement dites, plusieurs points méritent d'être soulignés, parmi les observations faites par les enquêtrices. Tout d'abord, le questionnaire s'est avéré globalement efficace : l'information recherchée a pu être obtenue, avec des taux de « non-réponse » très faibles. Il semble que la séquence des questions et leur formulation, à l'exception de quelques-unes, était bonne. Les parties les plus originales du questionnaire, consacrées au recueil des données les plus importantes pour l'analyse des différentes formes de mobilité de la population, n'ont finalement pas posé de problèmes particuliers après la phase, normale, d'adaptation des enquêtrices : qu'il s'agisse de la section sur les systèmes de résidence ou de la partie biographique, les solutions adoptées ont bien fonctionné et ces sections ont satisfait les objectifs visés⁽¹⁹⁾.

La section consacrée au recueil des *systèmes de résidence* a été très efficace. La représentation graphique des séjours dans le calendrier situé en bas de la page se révèle être l'élément fondamental de ce chapitre. D'abord, c'est à travers le graphique que l'enquêteur assimile correctement le concept de système de résidence, en tant que combinaison de plusieurs (2 ou 3) lieux de séjour de la personne interrogée. De plus, c'est le graphique qui a permis, dans quelques cas, de corriger une information erronée, due à une inversion entre les durées d'absence/de présence dans le logement.

• *Recueil de la Biographie*

L'application du *système de quotas* a atteint le résultat escompté, c'est-à-dire éviter tout biais dans la sélection de la personne à qui s'applique le volet biographique. Pour chacune des 11 zones d'enquête, la comparaison de la structure de la population, ayant répondu, à ce volet avec la structure de la population de plus de 18 ans interrogée dans la première partie du questionnaire montre une grande similitude entre les deux structures. Les seules différences entre les quotas demandés et les quotas appliqués s'expliquent par la structure même de la population des adultes de l'échantillon, et le décalage entre le quota demandé et la réalité de la population interrogée. Néanmoins, il convient de signaler un seul biais qui paraît constant dans les quartiers

(19) L'enquête dans les villes du Casanare confirme l'efficacité du questionnaire mis au point à Bogota. La principale innovation (introduction du chapitre Système professionnel, en parallèle avec le Système résidentiel) a également très bien fonctionné.

• *Deuxième passage à Noida*

L'enquête renouvelée de 1997 montre à nouveau que le taux de refus varie avec la strate d'habitat : aucun refus dans les bidonvilles, 4,2 % dans les secteurs d'habitat planifiés et 5,4 % dans les villages urbains. Le taux de refus est par ailleurs beaucoup plus bas lorsque les ménages ont déjà été enquêtés en 1995 que dans le nouvel échantillon (pour le secteur planifié : 1,9 % contre 7,8 % respectivement). Si le ménage enquêté en 1995 n'occupait plus le logement au moment du deuxième passage, le questionnaire du « nouvel échantillon » était appliqué au nouveau ménage résident (36 % des ménages de l'échantillon initial sont affectés dans les secteurs d'habitation planifiés et 19 % dans les bidonvilles). En cas de refus de réponse, d'absence pour longue durée ou de logement vacant, une substitution systématique était effectuée avec le logement suivant de la liste électorale ayant servi de base de sondage à l'enquête de 1995. Une fois l'interview acceptée par le ménage il n'y a eu aucun cas de refus de réponse concernant le volet biographique.

3.3. Collectes complémentaires

Comme décrit au point 1.2, l'enquête statistique principale et l'enquête renouvelée à Noida présentées ci-dessus, s'insèrent dans un système d'investigation articulant approche statistique et qualitative, et comprenant également :

- une enquête statistique auprès de personnes sans-logis ;
- un recueil d'informations sur le contexte de chaque quartier enquêté ;
- des entretiens approfondis réalisés dans les zones d'enquêtes.

L'ensemble des données statistiques et informations qualitatives ainsi collectées donneront lieu à une analyse combinée, les diverses composantes du système d'informations s'éclairant mutuellement (voir par exemple Dupont et Tungal, 1996 ; Dupont, 1997).

• *L'enquête statistique auprès des sans-logis*

Pour compléter l'enquête statistique sur les mobilité auprès des ménages ordinaires, il est apparu important d'ajouter, dans l'échantillon des différents types d'habitat représentés dans les 6 zones déjà enquêtées, un échantillon de personnes dépourvues de tout logement, même des plus précaires, et connues en outre pour être presque essentiellement des migrants. L'impact de la population des sans-logis à Delhi est loin d'être négligeable (100 000 à 200 000 personnes, soit 1 % à 2 % de la population totale), et il est plus particulièrement frappant dans la vieille ville qui accueille de fortes concentrations de personnes sans abri et où la municipalité a ouvert plusieurs abris de nuit. Cette partie de la ville, qui n'était jusque-là pas représentée dans l'enquête statistique, a donc été sélectionnée pour l'enquête auprès des sans-logis. *La population spécifique soumise à l'enquête* est limitée aux personnes dépourvues de logement, si précaire soit-il, et dormant dans les espaces publics ou dans les abris de nuits gérés par la municipalité, dans l'enceinte de la vieille ville.

Mode de sélection de l'échantillon : pour le tirage de l'échantillon des sans-logis localisés dans la vieille ville, nous avons appliqué un plan de sondage aréolaire à deux degrés :

- au premier degré ont été repérés dans la zone du vieux Delhi, délimitée par l'ancien mur d'enceinte, les 6 abris de nuit gérés par la municipalité et les principales concentrations de personnes sans-logis dormant à l'extérieur. Ces abris et aires de couchage extérieures constituent les unités primaires, elles sont exhaustives. La population de chacune de ces unités primaires a été estimée à partir des registres de fréquentation pour les abris de nuit et par comptage direct pour les aires de couchage extérieures ;
- au deuxième degré, on tire des individus. Des plans de chaque abri et des cartes de chaque aire de couchage ont été préparés pour un tirage aléatoire, à l'aide d'une grille de points superposés au plan des abris de nuit ou de la zone de couchage, ou d'une simple règle pour les alignements de personnes le long des trottoirs. Le même taux de sondage a été appliqué à chaque unité primaire, taux défini en fonction de l'estimation de la population totale de référence (c'est-à-dire de l'ensemble des unités primaires repérées dans la vieille ville) et de la taille souhaitable de l'échantillon. Finalement l'échantillon enquêté comprend 248 personnes, dont 99 dormant dans les abris de nuit et 149 dormant à l'extérieur.

L'enquête démosstatistique – comme les entretiens approfondis conduits conjointement –, a été réalisée de nuit, après 19 heures, et parfois jusqu'à une heure du matin, du 9 janvier au 8 mars 1996.

Le questionnaire de l'enquête statistique principale a été repris en l'adaptant afin de mieux prendre en compte la spécificité de la population des sans-logis, en particulier en matière de satisfaction des besoins élémentaires, de pluri-activités et de pluri-résidences. Ainsi, le questionnaire permettait d'enregistrer, pour les douze derniers mois, jusqu'à quatre activités différentes et quatre logements ou lieux de couchage, avec leurs caractéristiques respectives⁽⁶⁾.

• *Le recueil d'informations sur le contexte de chaque quartier enquêté*

L'approche statistique a d'abord été complétée par le recueil d'informations sur le contexte de chacun des quartiers où ont eu lieu les enquêtes : histoire et développement du quartier au cours des dernières décennies ; interventions éventuelles d'agences du gouvernement ou d'organisations non gouvernementales dans l'aménagement ; fournitures de services urbains ; activités économiques, type de construction et d'habitat, qualité de l'environnement. Un recueil d'informations sur les politiques urbaines, mises en œuvre au niveau de la capitale et de sa région, a également été réalisé. Ces différentes informations ont été recueillies à travers la consultation de documents officiels et

⁽⁶⁾ Pour plus de détails sur l'enquête statistique auprès des sans-logis, et pour consulter l'ensemble des documents d'enquête rassemblés en annexe, voir : Dupont, en collab. avec Tingal, 1996.

de rapports divers, des observations directes de terrain dans chacun des quartiers étudiés et des interviews avec des informateurs privilégiés : chefs de quartiers, responsables d'organisations non gouvernementales, travailleurs sociaux, officiels dans différents services administratifs, promoteurs, agents immobiliers, leaders syndicaux, responsables d'associations de résidents, etc.

Pour les 6 zones de l'enquête principale, les observations directes de terrain et les interviews ont été réalisées par Mriga Sidhu en parallèle avec le déroulement de l'enquête démosatistique, c'est-à-dire de février à avril 1995.

Pour la 7^e zone d'enquête localisée dans le vieux centre ville, le recueil d'informations (réalisé par Dhananjay Tingal) comprend en particulier la collecte d'une série de données secondaires sur les abris de nuit, gérés par la municipalité pour les sans-logis, dont des statistiques de fréquentation (Tingal, 1996).

Les interviews centrées sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques urbaines ont été conduites par Isabelle Milbert entre 1995 et 1997.

Cette collecte d'informations complémentaires sur le contexte de chacun des quartiers enquêtés et sur les politiques urbaines vise à relier les pratiques résidentielles des individus et de leurs ménages aux facteurs intervenant à l'échelle du quartier, et au-delà aux politiques et à la gestion urbaines qui se traduisent dans l'aménagement des divers quartiers.

• *Les entretiens approfondis réalisés dans les zones d'enquête*

Trois séries d'entretiens qualitatifs ont été réalisés dans certains des quartiers couverts par l'enquête statistique, avec des orientations thématiques complémentaires, mais ayant pour objectif commun principal d'approfondir la compréhension des pratiques résidentielles.

a) *Entretiens approfondis centrés sur l'environnement urbain et les pratiques résidentielles*

Ces entretiens ont pour objectif d'analyser la prise en compte des facteurs environnementaux (y compris en termes d'équipements collectifs et de services urbains) dans les choix résidentiels, et la perception qu'ont les habitants de leur environnement urbain proche. Étant donné la cinquantaine d'entretiens approfondis envisageables pour étudier ces thèmes dans le cadre du projet, il est apparu préférable de sélectionner certaines zones d'enquête et de cibler les entretiens sur certains types d'habitat et de population pour lesquelles les questions relatives aux facteurs environnementaux semblaient plus pertinentes.

Deux zones d'étude (parmi les 6 couvertes par l'enquête statistique en 1995) et cinq types d'habitat (parmi les 9 strates distinguées) ont ainsi été sélectionnés :

- Mayur Vihar-Trilokpuri : une vaste zone située à l'est du fleuve Yamuna, connaissant une croissance rapide depuis les 15-20 dernières années, et offrant une grande diversité de types d'habitat ;
- Qutab Enclave : une nouvelle zone résidentielle de moyen et haut standing située au sud de Delhi, à l'extérieur du Territoire de la capitale dans la périphérie de la ville de Gurgaon.

Un échantillon de 58 ménages a ensuite été retenu par choix raisonné parmi les questionnaires de l'enquête statistique. Dans chaque type d'habitat, les individus ont été sélectionnés (dans des ménages différents) de manière à représenter les principales catégories de résidents, en regard des critères sociodémographiques suivants : âge et sexe, statut d'occupation du logement (propriétaire/locataire), statut migratoire (natif de la localité/migrant selon durée de résidence).

Les enquêtes s'appuient sur un guide d'entretien avec questions ouvertes, organisé sur la base d'une division chronologique et documentant trois phases de la vie de l'individu et ses conditions d'habitat : le logement précédent, le logement actuel et les projets futurs.

Dans la première zone sélectionnée les entretiens se sont déroulés de décembre 1995 à mai 1996, soit 10 à 14 mois après l'enquête statistique, et dans la seconde zone de janvier 1997 à mai 1997, soit 20 à 24 mois après l'enquête statistique. La longueur de l'intervalle entre les deux opérations de collecte a entraîné une certaine déperdition de l'échantillon. Ainsi, parmi les 58 ménages de l'échantillon initial, 10 substitutions ont dû être faites pour cause de départ du ménage sélectionné depuis le passage de l'enquête statistique. En cas de départ du ménage depuis l'enquête statistique, des renseignements ont été recueillis auprès des voisins sur la date du départ et le lieu de destination, ainsi que tout élément permettant de comprendre les raisons de ce départ.

b) Entretiens approfondis centrés sur les interactions entre mobilités résidentielles, accès au logement et accès à l'emploi

L'objet principal de cette deuxième série d'entretiens approfondis est de recueillir des biographies migratoires, professionnelles et familiales détaillées, d'approfondir les circonstances et motivations de la migration vers Delhi et les conditions résidentielle et économique d'insertion en ville, de mettre en évidence les liens maintenus avec le lieu d'origine, et d'explorer les projets futurs en matière de logement et de séjour à Delhi.

Nous avons retenu, pour appliquer ces enquêtes qualitatives, deux études de cas exemplaires :

- les personnes sans-logis dormant dans les abris de nuit ou dans les rues de la vieille ville ;
- le village de Harola, un des villages urbanisés dans la ville périphérique nouvelle de Noida. Ces entretiens ont été conduits par Véronique Dupont avec l'aide d'un assistant-interprète.

1. Personnes sans-logis dormant dans les abris de nuit ou dans les rues de la vieille ville

Afin que les personnes sans-logis, faisant l'objet d'entretiens approfondis, soient également interrogées pour l'enquête statistique, l'échantillon principal et le sous-échantillon ont été tirés conjointement et les entretiens approfondis réalisés simultanément à l'enquête statistique (en janvier-février 1996). L'entretien se déroulait en deux temps : passation du questionnaire de l'enquête statistique suivi de l'entretien approfondi. Au total 36 entretiens approfondis, 16 dans les abris de nuits et 20 à l'extérieur, ont été réalisés.

En complément à ces entretiens, 3 entretiens approfondis avec des entrepreneurs privés, louant des couettes et des lits dans des aires de couchage extérieures ont été réalisés, ainsi que l'interview d'un recruteur de main-d'œuvre visitant régulièrement les abris de nuit pour y chercher des travailleurs journaliers.

2. *Harola, village urbanisé de la ville nouvelle de Noida*

L'objet des entretiens approfondis était de mieux comprendre le processus de transformation de ce village à travers les histoires de vie et les pratiques immobilières et/ou résidentielles de différentes catégories d'habitants, en particulier des ex-agriculteurs ayant construit des logements d'une pièce à louer pour les migrants travaillant dans la zone industrielle adjacente, les locataires de ces logements, et des habitants du bidonville voisin ayant auparavant logé en location dans le village. Ces critères ont été pris en compte – en plus de variables sociodémographiques – pour la sélection par choix raisonné des personnes à interroger à partir des questionnaires de l'enquête statistique. Une quinzaine d'entretiens approfondis ont été conduits du 23 octobre au 14 novembre 1996, soit dix-huit mois après l'enquête statistique. Du fait de ce long intervalle entre les deux opérations de collecte, les migrants locataires sélectionnés n'ont pu être retrouvés et ont dû être remplacés par un nouveau sous-échantillon de personnes aux caractéristiques semblables.

c) Entretiens auprès des habitants d'un bidonville menacé d'éviction

Le bidonville étudié, Rajiv Gandhi Camp, qui faisait partie des zones enquêtées en 1995, est situé dans le péricentre et menacé d'éviction avec projet de relocalisation des habitants dans une zone périphérique. Les entretiens avaient pour objectif d'analyser, au niveau micro-social, la mise en œuvre des politiques urbaines dans ce domaine particulier, en interaction avec les stratégies des habitants. Les personnes interviewées n'ont cependant pas été sélectionnées parmi l'échantillon de l'enquête statistique. Les interlocuteurs ont été choisis sur le terrain, de manière à représenter les différents types d'acteurs, en tenant compte également de la variété des caractéristiques socio-économiques et démographiques. Une vingtaine d'entretiens semi-directifs ont été conduits auprès des habitants du bidonville, complétés par des entretiens avec les politiciens locaux et les administrateurs. Ces enquêtes ont été réalisées par Isabelle Milbert, en avril-mai 1996 et en février-mars 1997.

3.4. Évaluation de la collecte

Il faut rappeler ici que, pour conduire l'enquête sur les mobilités spatiales à Delhi (enquête principale comme deuxième passage et recueil de biographies à Noida), nous avons pu bénéficier de l'expérience d'une enquête similaire conduite à Bogota et des enseignements tirés de cette application.

• *Cohérence de l'histoire migratoire et problèmes de mémoire*

Les problèmes de mémoire rencontrés au cours de l'enquête, ou l'imprécision de certaines réponses, sont à relier au faible niveau moyen d'éducation de la population : selon le recensement de 1991, la population résidant dans l'agglomération urbaine de Delhi comprenait encore près d'un quart

- sur 124 ménages, 117 chefs de ménage ont répondu (7 refus);
- sur 124 ménages, 25 étaient sans conjoint, 97 conjoints ont répondu et 2 ont refusé.

Les maisons inhabitées n'ont pas été substituées : étant donné qu'il s'agissait d'une enquête pilote, obtenir exactement le nombre de questionnaires fixé par le plan de sondage n'était pas indispensable en regard du coût additionnel que cela aurait occasionné.

Les personnes ayant refusé de répondre ont été relancées, parfois même par la superviseuse de terrain, mais la plupart du temps, en vain.

3.3. Collectes complémentaires

Il avait été prévu de rencontrer, dans une deuxième étape, les parents proches (frères ou sœurs) des enquêtés qui vivent en Californie (San Diego). À cette fin, le questionnaire demande à l'enquêté l'adresse précise de ses frères et sœurs, ou parents, lorsqu'ils vivent aux États-Unis. Cependant cette question est celle qui a connu le plus fort taux de non-réponse. La plupart des gens interrogés ont refusé, de façon directe ou déguisée, d'y répondre. La mise en place de la seconde collecte d'information a donc été abandonnée.

3.4. Évaluation de la collecte

Cette étude pilote avait pour objectif de mesurer la faisabilité d'une enquête biographique rétrospective dans un contexte de forte mobilité. En choisissant Tijuana, nous avons choisi un « cas extrême » de forte mobilité (tant résidentielle que professionnelle) pour tester l'efficacité des histoires de vie dans l'appréhension de nombreux phénomènes sociodémographiques. L'idée était que, si ce type d'enquête pouvait fonctionner dans un milieu aussi mobile que Tijuana, il pourrait alors être appliqué dans n'importe quel autre endroit du pays.

Les résultats de la collecte nous apprennent que ce type d'enquête peut fonctionner, même dans une population qui connaît de forts mouvements migratoires. Cependant, cela nécessite un travail très important de vérification et de contrôle tout au long de la collecte. La révision exhaustive de tous les questionnaires, à plusieurs reprises, apparaît indispensable, ainsi que la fiabilité d'un personnel très bien entraîné. On doit également souligner les difficultés principales suivantes : en premier lieu, les problèmes de mémoire des enquêtés. Ce problème est inhérent à toute enquête rétrospective, quel que soit l'endroit. Cependant, au Mexique, il n'est pas habituel de remplir constamment de nombreux documents administratifs qui aident à conserver en mémoire les dates précises des événements importants, et ce problème de mémoire devient aigu chez les personnes les plus âgées et surtout celles qui ont un très bas niveau scolaire. En choisissant une génération de chefs de ménage entre 40 et 50 ans, on a rencontré quelques conjoints de plus de 50 ans qui avaient oublié certaines dates ; cependant, le problème fut encore plus difficile quand les personnes enquêtées étaient analphabètes.